



L'HEURE DE L'EUROPE A SONNE

L'heure de l'Europe sonne au cadran de l'Histoire. Elle sonne le tocsin. Elle appelle d'urgence une action énergique, sans laquelle le tocsin deviendra un glas.

Pourquoi faut-il unifier l'Europe?

Parce que l'Europe du lendemain de la guerre est restée à l'image politique d'un temps où la technique économique épousait les dimensions nationales. L'économique, entre temps, a progressé plus que le politique, et le politique doit s'adapter à cette évolution. L'Europe, selon la forte parole de M. Jean Monnet, n'est plus à l'échelle du monde.

Parce que l'unification représente la seule chance — la dernière chance — qu'ait l'Europe de se doter d'une existence économique viable, entre les deux masses qui menacent de nous lamener; le colosse russe, de race pré-asiatique, et le colosse américain, occidental non-européen, qui ont pris la tête du progrès technique et prétendent à la direction économique et politique du globe.

L'Europe a derrière elle deux mille ans d'une histoire dont le cours a suivi une triple tendance: une conception critique de la connaissance; un sens aigu de la dignité humaine, associé au culte du droit et de la justice; une technique de production nourrie d'invention et de diversité. C'est dans l'harmonie de ces trois lignes de faite que l'Europe a modelé son génie.

L'échec du projet de Communauté Européenne de Défense postule de nouvelles réalisations. Il faut reprendre le problème à sa base, en respectant la leçon des obstacles rencontrés. La seule manière politiquement possible de réaliser l'unité européenne est de l'aborder par le biais des réalités économiques. Unifier l'Europe? Le marché commun constitue le chemin le plus sûr pour atteindre au but.

Mais une fois engagé dans le sillon de l'unification, il est nécessaire de persévérer jusqu'au but final, sans s'arrêter en chemin, sous peine de déséquilibrer le fonctionnement de l'ensemble de l'économie européenne: libérer le charbon et l'acier sans libérer les produits agricoles ou les transports ou les mouvements de main-d'œuvre et de capitaux, équivaut à créer de dangereuses ruptures d'équilibre entre les économies nationales et, à l'intérieur même de celles-ci, entre les différents secteurs de la production.

Quel qu'en soit le processus, l'unification de l'Europe forme un tout qu'il faut accepter dans toutes ses implications ou qu'il faut refuser en bloc.

JACQUES TREMPONT

MOUVEMENT EUROPEEN

PRÉSIDENTE D'HONNEUR

MM. Konrad ADENAUER, Winston CHURCHILL, Comte R. COUDENHOVE - KALERGI,
Robert SCHUMAN, Paul-Henri SPAAK

Président: Paul-Henri SPAAK

Vice-Présidents: Robert BICHET, Robert BOOTHBY, Hermann PUNDER

Délégué Général à la propagande: André PHILIP

Délégué général aux Affaires Extérieures; Docteur J.-H. RETINGER

Secrétaire Général: Georges REBATTET

Trésorier: Baron René BOËL

COMITÉ INTERNATIONAL

Membres: Délégués des Mouvements affiliés, des Conseils Nationaux et des Organisations
Associées

BUREAU EXÉCUTIF INTERNATIONAL

Paul-Henri SPAAK*, Edward BEDDINGTON-BEHRENS, Robert BICHET*, Baron
René BOËL*, André FRANÇOIS-PONCET, Henri FRENAY, Ernst FRIE-
DLAENDER, Enzo GIACCHERO*, Enrique GIRONELLA, Eugen KOGON*,
Lord LAYTON, René LHUILLIER, André PHILIP*, Georges REBATTET, J.-H.
RETINGER*, Robert BOOTHBY, L.G.A. SCHLICHTING, Karl WISTRAND*.

* Egalement Membre de la Commission Permanente.

COMMISSIONS D'ÉTUDES

	Présidées par :
Groupement Parlementaire International	Edouard HERRIOI
Commission Economique et Sociale	Herman ABS
Commission Juridique	P.-H. TEITGEN
Commission de Propagande	André PHILIP
Commission Culturelle	Salvador de MADARIAGA

MOUVEMENTS AFFILIÉS

Union Européenne des Fédéralistes	E. KOGON, H. FRENAY
Mouvement pour l'Europe Unie	W.-C. CHURCHILL
Mouvement Socialiste pour les E.-U. d'Europe.	A. PHILIP
Ligue Européenne de Coopération Economique	R. BOËL
Nouvelles Equipes Internationales	A. De SCHRIJVER
Conseil Français pour l'Europe Unie	A. FRANÇOIS-PONCET

INSTITUTIONS AUTONOMES

Centre Européen de la Culture (Genève)	Denis de ROUGEMONT, Directeur.
Collège d'Europe (Bruges)	H. BRUGMANS, Recteur.
Commission des Pays de l'Europe Centrale et Orientale	Sénateur de la VALLÉE POUSSIN

SECRETARIAT INTERNATIONAL

BRUXELLES: 25, rue de Spa. Tél. 18.58.00.

SECRETARIAT INTERNATIONAL POUR LA JEUNESSE

Délégué Général	André PHILIP
Délégué Général des Organisations de Jeunesse affiliées	Philippe FARINE
Secrétaire Général	Philippe DESHORMES

PARIS: 82, Avenue Marceau. Tél. BALzac 69-00

LES CONSEILS NATIONAUX

MISSION ET RESPONSABILITES DE LA FRANCE

UN PAYS QUI N'EST PLUS "INSPIRÉ"

« Il est impossible d'imaginer un ordre européen et mondial sans une France stable et unie, dans une position digne de ses grandes traditions et des énergies qu'elle possède encore. Sans la France, ou avec une France divisée et affaiblie par la discorde, une collaboration européenne — quelles qu'en soient les structures éventuelles — est inconcevable » (Osservatore Romano).

Qu'on le veuille ou non, en dépit de la liberté dont jouissent les pays démocratiques, aujourd'hui comme toujours ce sont les « grandes puissances » qui dominent.

Or, les grandes puissances sont continentales. L'URSS forme « bloc ». Les États-Unis forment un autre « bloc ». Quand parlera-t-on du « bloc » européen? Et puisqu'il s'agit là, pour l'instant d'une « anticipation » pour beaucoup aussi hasardeuse que les voyages interplanétaires, qui donc — tout au moins — pourrait représenter l'Europe, consortium d'intérêts divisés, opposés, mais groupements d'États que l'histoire, la géographie et les armes atomiques obligeront bien un jour à marcher solidaires? Non certes l'Angleterre qui ne se sent pas européenne. L'Angleterre c'est « l'Old England » qui englobe tous les autres pays d'Europe sous l'étiquette « continental »... jusqu'au jour où, peut-être, les Européens parleront d'elle comme d'une petite île...

L'Italie, peut-être? Elle n'a pas une telle ambition dans les circonstances présentes.

La France, alors? La France de Charlemagne, des Croisades et de la Révolution? Qui donc en Europe aurait osé nier l'autorité d'un tel guide?

Et pourtant la France a décliné la tâche. La France n'est plus inspirée. Repliée sur ses blessures inquiétantes, la France semble oublier le reste du monde, ligotée par ses propres problèmes. On dirait qu'elle vit hors de l'histoire de son temps et sans désir de s'y affirmer.

Et pourtant la France avait conçu la CED Mais elle l'a finalement rejetée. Tont se passe

comme si elle avait encore dans ses conceptions toute l'audace de jadis, avec le clair sens de ses responsabilités spirituelles... sans avoir la force de rien réaliser.

La France est-elle paralysée? Et par quoi?

Depuis des années nous avons été témoins — jusqu'à l'écoeurement — de ses avatars gouvernementaux. Secoué par des crises ininterrompues, son pouvoir politique est impuissant à l'intérieur comme à l'extérieur. Les hommes responsables de son destin se laissent gagner par les intérêts particuliers des partis sans même avoir le sentiment d'être infidèles à leur charge.

En réalité la France paraît avoir perdu les qualités qui firent se grandeur.

Où est sa générosité, quand après onze ans on la voit encore s'acharner aux sordides procès des « collaborationnistes », alors que l'adversaire d'hier doit devenir le « concitoyen européen » de demain?

Où est sa clarté de jugement, quand elle donne au monde le triste spectacle de ses tergiversations et de ses incertitudes? Où est son idéalisme quand on y constate une organisation méticuleuse, étouffante, de tous les intérêts matériels?

Et peut-être a-t-on mis là le doigt sur la plaie. Peut-être est-il là le cancer qui ronge ce pays autrefois si vivant, si plein d'ardeur: dans ce réseau asphyxiant des syndicats professionnels qui, pour pallier aux faiblesses ou aux retards de l'outillage et de la production industrielle, défendent farouchement des positions insoutenables; par tous les moyens s'imposent aux gouvernements qu'ils font et défont, qu'ils paralysent par le jeu de leurs luttes et de leurs contrastes incessants.

Des intérêts particuliers qui se heurtent et se combattent mais qui n'en sont pas moins tout puissants, des méthodes arriérées et timorées qu'il faut défendre à tout prix en invoquant les idéologies surpassées qui leur correspondent, voilà la source du conflit en Afrique du Nord. Et la perte du prestige français en Afrique du Nord, c'est aussi la perte du prestige européen, comme le prouvent les massacres d'Européens effectués sans distinction par les Arabes.

L'Allemagne était gagnée à l'idée européenne. Son piedestal écroulé, l'Allemagne acceptait d'enthousiasme cet autre piedestal de plus grande envergure où elle avait sa place. Mais l'échec de la CED a sonné le glas de ses nouveaux espoirs.

Or, l'Allemagne, 50 millions d'Allemands occidentaux aujourd'hui, cela veut dire, demain, 70 millions d'Allemands réunis. 70 millions, sur 400 millions d'Européens (y compris les Pays asservis). 43 millions de Français sauront-ils à nouveau guider ce « bloc » européen vers la réalisation des idées qui peuvent les sauver et qui, en grande partie sont les leurs?

C.



TOUT A REFAIRE

1] Acte 1 - l'esprit de conciliation

L'euphorie inattendue qui s'est répandue dans le monde durant la réunion des Quatre « Grands », à Genève, peut être comparée au « plaisir négatif » qui naît de la « libération de la douleur » venue à l'improviste.

Un trouble climat de suspicion et de peur maintenait l'humanité — encore bouleversée par le long et sanglant conflit mondial — dans un état presque comateux d'angoisse et de tourment menaçant si bien que partout avait immédiatement fleuri l'espoir de la détente tant désirée; espoir qui ne pouvait être qu'apparent et superficiel, car derrière le sourire et les formalités procédurales de la vieille et nostalgique tradition diplomatique — pour la première fois, après des années d'abandon, remise à l'honneur par les Quatre « Grands » — en substance, aucun des lourds problèmes qui conditionnent aujourd'hui le destin de tous les peuples de la terre n'avait été ni résolu, ni même affronté, et tous, au contraire, avaient été renvoyés à une réunion ultérieure des ministres des affaires étrangères des Quatre « Grands », puis encadrés dans les possibilités de futurs accords entre les deux puissants blocs en contraste. Le programme théorique du travail à accomplir avait été magistralement résumé le 24 août, à l'Université de Philadelphie, par Eisenhower qui, avec son style sans équivoque de grand soldat condottière, victorieux de la guerre la plus tragique du monde, dans la difficile et délicate période d'après guerre, avec la sagacité d'habile pilote d'une très puissante nation moderne a — en substance — reconnu et lou-

par

l'Amiral

UMBERTO MONICO

angé le nouvel « élan conciliant » de Genève, tout en admettant, cependant, « qu'il ne peut être une *fin* mais un *moyen* » et qu'il doit être permanent.

2] Acte 2 - La prometteuse parenthèse scientifique

Aussitôt après, « moyen efficace et riche de féconds développements » pour le nouvel élan conciliant inauguré par les Quatre « Grands », se déroule, toujours à Genève, l'intéressante compétition de rapports scientifiques en matière thermonucléaire à laquelle se livrent des techniciens spécialisés, de presque tous les Pays du monde, techniciens que nous avons appelés « les maîtres de l'atome ».

Le plus grand intérêt de cette exceptionnelle compétition scientifique dérive peut-être de l'espoir que « l'élan conciliant » parvienne à porter les découvertes qui étaient révélées au fur et à mesure dans la réunion des savants (et donc à toute l'humanité), de la jalouse enceinte soumise au plus rigoureux secret militaire, à celle du secret-négociable des domaines industriels et commerciaux, pour une exploitation pacifique et adéquate de l'énergie thermonucléaire au bénéfice du progrès de la civilisation. Et cet espoir fournissait un aliment nouveau et justifié, à l'impression qu'il existe effectivement des possibilités de coexistence, sinon même de « convivence » entre les deux blocs (oc-

cidental et oriental), depuis des années opposés dans un menaçant contraste.

3] Tableau 1 - La rencontre russo-allemande à Moscou

En réalité, en cet asphyxiant après-guerre, la plus difficile des stations de ce Chemin de Croix, et par conséquent celle qui avait davantage besoin d'« élan conciliant » était, et est, celle du *traité de paix avec l'Allemagne qu'on ne peut concevoir sans la réunion définitive des deux tronçons du peuple allemand dans les frontières historiques de la Patrie*. Et c'est justement le point sur lequel les Soviétiques sont les moins conciliants, pour ne pas dire le plus irréductibles. La dure mission d'Adenauer à Moscou — exactement entre les deux réunions genevoises des Quatre « Grands » et de leurs ministres des affaires étrangères, à trois mois de distance l'une de l'autre, aurait dû ouvrir les yeux et révéler les véritables intentions du Kremlin sur le banc d'essai russo-allemand. Mais l'euphorie du Ier Acte de Genève, encore tenacement répandue sur le monde, maintient les illusions et les espérances. Seul Adenauer dans ses âpres négociations à Moscou eut, peut-être, la claire vision des difficultés de la partie qui avait pour enjeu la paix de sa Patrie et eut l'intuition de l'énorme importance de la carte de l'Allemagne orientale dans le jeu soviétique. Mais il n'a pas cédé et — comme nous l'avions prévu — l'énergique vieillard de Bonn a démontré aux Russes qu'il était fait d'une toute autre pâte que l'Autrichien Rabb. Il a offert aux Alliés une nouvelle preuve de son loyalisme qu'il a payé si cher, car, pour obtenir le rapatriement contesté de

quelques milliers de prisonniers allemands, il a dû accepter la reprise de relations diplomatiques avec Moscou, situation paradoxale puisque la paix entre les deux Pays n'est pas encore signée et — à moins de nouveaux coups de théâtre soviétiques — est encore plus éloignée de l'être qu'auparavant. Et les représentants de Bonn devront entre temps subir, sur le pied de parité, une continuelle et désagréable promiscuité avec les soi-disants représentants de l'Allemagne orientale.

4) Tableau 2 - Reprise de la guerre froide

Il a suffi d'une courte période de trois mois entre deux rencontres genevoises, l'une, des Quatre « Grands »; la seconde, de leurs ministres des affaires étrangères, pour mettre de nouveau en alarme tous les peuples du monde depuis des années à la vaine recherche d'une paix vraie et durable. Des agitations et des sanglantes rebellions du Maroc et de l'Algérie, aux mouvements antibritanniques de Chypre (avec de dangereuses répercussions en Grèce et en Turquie) et à l'état de conflit armé permanent entre l'Etat d'Israël et les nations arabes qui l'entourent (avec les graves menaces qui pèsent sur tout le Moyen Orient en raison des armements et de l'assistance soviétique); des agitations dans les colonies et dans les dominions britanniques, en Afrique, à l'état de rébellion permanente existant dans de larges couches des populations de l'Indonésie et de l'Indochine; de la situation incertaine et menaçante en Asie centro-méridionale, soit en raison des revendications de l'Inde sur Goa, soit en raison des coalitions et des armements en cours de deux groupes d'Etats, de la part de chacun des deux blocs (oriental et occidental) dans une inquiétante concurrence, jusqu'à la non moins mena-

çante situation créée par les troubles agitations intérieures dans les deux principales républiques de l'Amérique du Sud, c'est toute une fermentation générale et compliquée de révoltes et de menaces qui peut expliquer, peut-être, une des raisons du nouveau coup de théâtre des Soviets et de leur attitude inattendue et décidément négative durant la conférence genevoise, et, par conséquent de l'insuccès du programme de détente élaboré avec trop de hâte, trois mois plus tôt, par les Quatre "Grands", et que leurs ministres des affaires étrangères aurait dû réaliser dans un climat conciliant de compréhension réciproque. Le Kremlin a-t-il donc quelque responsabilité dans cet état d'alerte inattendu? Il est difficile de l'affirmer, impossible de le démontrer. Il est vrai que nous sommes aujourd'hui revenus à une espèce de « guerre froide » masquée, car elle se couvre de sourires et fait commerce d'illusions pour cacher la brutalité des méthodes d'hier, comme il est advenu avant le début de la dernière conférence, opportunément précédée de quantité de « bonnes promesses prodiguées par les agences soviétiques »; ou, comme il est advenu peu avant le retour de Molotov à Genève, de Moscou, où il était allé « ad aud'endum verbum », dans le but déclaré de rapporter à ses collègues en attente, une « grosse valise » de propositions conciliantes. Le tour était joué, uni au refus masqué de sourires, outre la maligne spéculation consistant à « décevoir » après tant d'illusions, et par conséquent à « abatre le moral » de tous ceux — et ils sont légion! — qui sont arrivés à la limite de la résistance dans l'attente interminable, tourmentée et vaine de la vraie paix!

5) Acte III - L'échec de « Genève 3 »

Que la IIIe Conférence ait été un échec, est aujourd'hui offi-

ciellement confirmé par les déclarations de Boulganine et de Khrouchtchev dans leur spectaculaire « tournée » en Inde, laquelle — il est bon de ne pas l'oublier — est au deuxième rang des nations les plus peuplées, non seulement de l'Asie, mais aussi du monde; déclarations (directes et indirectes) sur la situation politique mondiale euro-asiatique, parfois dure et menaçante, toujours de propagande bolchevique ouverte, dans le nouveau « climat de concurrence » inauguré maintenant en Orient après le récent et malheureux communiqué final de l'inutile fatigue genevoise!

6) Et la comédie est finie

Mais le rideau n'est pas encore tombé: non pas qu'ait affleuré quelque illusion de pouvoir reprendre un dialogue trop longtemps mené sur des voies parallèles, destinées, par conséquent, à ne jamais se rencontrer, et donc inutile. Mais peut-être parce que commence vraiment à prendre consistance, aussi à Moscou, la vision du vrai grand péril qui menace les deux colosses qui se disputent la conquête du monde; surtout celui des deux qui est le plus voisin de ce danger que lui-même a créé. Car ce sont surtout les Soviets qui ont réveillé et commencé la réorganisation de ce colosse, qui est le peuple le plus nombreux et, peut-être, le plus ingénieux de la terre, un peuple où la natalité est inquiétante, qui dispose d'un territoire immense, très riche en matières premières et en ressources nécessaires à la technique moderne industrielle, et qui a, en outre, une antique civilisation, peut-être une des plus glorieuses du monde. C'est justement dans la tentative de trouver une explication au changement d'attitude soviétique dans l'Acte I (Conférence des Quatre « Grands » l'été dernier), que nous avons — dans un précédent article — exprimé l'opinion que — toute

idéologie mise à part — les Russes eux aussi devraient avoir finalement compris que le vrai danger n'est pas à l'occident, mais derrière eux, avec les 600 millions de « jaunes » en augmentation rapide et continue, différents d'eux par la race, les instincts, les traditions, lesquels se réveillent d'un sommeil qui a duré des siècles et trouvent à portée de la main toutes les matières premières fondamentales dont ils ont besoin pour reprendre cette marche avec le soleil — c'est-à-dire *du levant au couchant* — qui a été, depuis toujours, la fatale directrice des grandes transmigrations de la société humaine dès ses origines. Sur les bases de cette prémisse, nous avons exprimé, entre autre, l'hypothèse que Moscou s'était convaincu du danger stérile de son duel avec le bloc occidental tandis que, par derrière, elle était sans défense contre une menace beaucoup plus grave, et qu'elle voulait changer de programme d'autant plus que — toujours en mettant toute idéologie de côté — l'occidentale possession violente de territoires à l'ouest, exploités depuis des siècles, et à haute densité démographique, ne peut pas constituer un objectif aussi séduisant que la possession d'immenses zones asiatiques, orientales et sud-orientales, en grande partie vierges d'exploitation.

7] Déclin d'un songe

Et au contraire, non.

Les Soviétiques ne renoncèrent pas à leur programme tout en exaltant « l'esprit de Genève ». Mais lequel? Celui de Juillet 1955? Ou celui de novembre 1955? Il est clair qu'ils ont grand peur d'une Allemagne unie à leur frontière, réarmée et « soutenue » par les Anglo-saxons. C'est pourquoi ils jouent sur la carte de la « démocratie républicaine allemande de Pankow » qu'ils ont eux-mêmes créée et organisée, et s'opposent à l'union des deux tronçons allemands,

en une Allemagne voisine, reconstituée et renouée. membre actif de l'OTAN, et par conséquent *non neutre*, plus forte que celle du 21 juin 1941.

(...Ils ne se rendent donc absolument pas compte, les Soviétiques, que, contre la ténacité, contre le patriotisme et la fierté nationale du peuple allemand qui est par instinct anti-communiste, contre sa foi unitaire de puissance dynamique au centre de l'Europe, il n'y a vraiment rien à faire, et qu'ils perdront la partie...?). Des symptômes certains des buts poursuivis par les Russes dans cette attitude qui est du reste inévitable, avaient déjà affleuré, et assez clairement, à l'occasion de la mission Adenauer à Moscou; confirmés dans les continuel contacts maintenus avec leurs compagnons de l'Allemagne Orientale, soit à Moscou, soit à Genève, soit à Pankow. Mais l'« esprit de Genève », que l'habile propagande soviétique continuait à exalter, alimentait partout dans le monde des illusions et des espérances, car on est toujours disposé à croire ce que l'on désire ardemment. Cet état d'âme a duré jusqu'au 27 octobre de cette année; jusqu'au IIIe Acte de Genève qui se termine le 16 novembre suivant avec un « rien de fait », c'est-à-dire avec l'échec le plus amer et le plus déconcertant et la barque démolie de cette « Araba phoenix » qui s'appelle « Paix » et que voilà de nouveau repoussée en haute mer.



8] Tout à refaire

Tout est donc à refaire. La « Comédie Genevoise » est finie et la lutte sourde et dangereuse, que l'on espérait close pour toujours, a recommencé:

En réalité, il y a quelque chose de changé:

a) Les continuelles déclarations euphoriques de Moscou qui, en paroles, continue à jurer dans l'« esprit nouveau de Genève » b) le retour au cérémonial et au sourire de temps révolus c) l'activité mensongère et brutale des Soviétiques dans les pays orientaux.

Mais la paix, « la vraie paix » est peut-être — aujourd'hui — plus lointaine qu'avant, car la comédie récemment terminée à Genève, reprend, maintenant, sur une surface bien plus vaste, comme un espèce de « Char de Thespis » soviétique dans divers pays arabes, et surtout en Inde, où on a expressément organisé une spectaculaire tournée de violente propagande durant laquelle les soviétiques. Boulganine, chef du gouvernement, et Khrouchtchev, secrétaire du parti, parlent une langue différente de celle de Moscou, car elle est pleine de violences verbales et de menaces, mensonges mis à part.

Les Occidentaux cherchent à se défendre; mais ils subissent — comme toujours — l'initiative de l'adversaire dans le nouveau champ d'action, ils réagissent au Caire, en Afghanistan, et au Congrès de Bagdad, en acceptant une nouvelle forme de lutte, une espèce de « course à la concurrence » dans laquelle toutefois ils ont un grand avantage, ce lui de ne pas se battre avec des mots, avec des menaces, mais avec les faits concrets d'une assistance organisée depuis longtemps dans les zones asiatiques sous-développées et qui a coûté jusqu'ici aux Etats-Unis plus d'un milliard de dollars.

Dollars auxquels les Arabes eux aussi (des zones sous développées ou non) et aussi les Indiens, savent qu'ils peuvent se fier.

Mais aux mots, aux menaces, bien moins.

REMY ROURE

RENOUVEAU DE L'EUROPE

Il serait difficile de nier que l'idée d'une Europe reconstituée dans l'unité avait subi une éclipse, surtout depuis l'échec de la Communauté européenne de Défense. Les accords de Paris, la création de l'Union européenne, apparaissaient comme une sorte de palliatif à ce premier projet d'une « intégration » plus profonde, plus complète à une Communauté continentale, mais ils n'avaient pu soulever le même enthousiasme, les mêmes espoirs, et aussi, il faut bien le dire, les mêmes oppositions passionnées. Toutefois un certain nombre de jalons qui avaient été posés dans un terrain solide — celui du « marché commun européen » sous la forme du « Pool charbon-acier » restaient debout et la Conférence de Messine s'était, on s'en souvient, préoccupée d'élargir cet organisme ou plutôt de lui adjoindre d'autres communautés du même ordre. A ces réalités restait accrochée l'idée, ou l'idéal qui fut celui de tant de grands esprits au cours de l'histoire mouvementée, tragique trop souvent, de ce « cap du continent asiatique » que forme, suivant le mot de Paul Valéry, notre vieille Europe. On a bien ainsi l'impression qu'après les deux guerres mondiales qui contribuèrent, comme on sait, à la dispersion, à la « balkanisation » européenne, le grand dessein d'une unification, le rêve, si l'on veut, des Etats-Unis d'Europe demeure ancré dans les esprits, et peut-être plus encore en France que dans les autres nations occidentales. Le nombre de groupements, d'associations, de cercles d'études qui ont pour objet cette unification est considérable. Il en est de même des publications et nous pourrions notamment signaler les groupes de jeunesse et leur organe « Jeune Europe » qui maintient une influence heureuse parmi les nou-

velles générations. La France reste, de la sorte, quoi qu'on en ait dit, la nation la plus européenne du Continent.

Voilà sans doute ce qui explique l'audience immédiate qui a accueilli aussitôt la création, sur l'initiative de M. Jean Monnet, du « Comité pour les Etats-Unis d'Europe ». La personnalité de son initiateur, ancien président du pool charbon-acier, a attiré sans doute aussitôt l'attention du public sur ce nouvel organisme. Mais les adhésions qu'il a aussitôt reçues — et d'abord celles de partis qui étaient opposés à la CED, comme le parti social-démocrate allemand et les syndicats, indiquent bien que l'on a senti le besoin de combler le vide créé par le rejet de la Communauté de Défense et que n'avait pu remplir l'Union européenne.

* * *

Sans doute le Comité pour les Etats-Unis d'Europe n'entend nullement s'opposer aux efforts juridiques pour une reconstruction du Continent. Les « Constituants » de Strasbourg ne seront nullement gênés dans leur action. Mais on voit bien que la pensée de M. Jean Monnet consiste à apporter plus de réalisme, plus de vie, à une œuvre qui doit rester commune. La résolution votée à Messine en juin dernier par les délégués du « marché commun » avait mis à l'étude l'élargissement des bases de développement économique des pays participants, notamment par l'utilisation de l'énergie atomique, la réalisation progressive d'un marché commun européen avec les mesures de sauvegarde nécessaires et l'harmonisation des politiques sociales. Or l'action du « Comité Monnet » doit consister par son intervention et celle des organisations adhérentes à manifester auprès des

gouvernements, des Parlements et des opinions publiques leur détermination de faire de la résolution de Messine une étape vers les Etats-Unis d'Europe. Il faut pour cela que les Etats délèguent certains de leurs pouvoirs à des institutions fédérales européennes, mandataires de l'ensemble des Etats participants.

Ce serait donc par un appui solide sur l'organisation économique européenne que progressivement pourrait être construits les Etats-Unis d'une Europe nouvelle. L'intégration telle qu'elle était conçue dans la Communauté européenne de Défense serait ainsi dépassée, partisans et adversaires de cette Communauté pourraient s'entendre — et c'est bien en effet ce qui semble se produire, comme l'indique la liste déjà longue des adhésions: partis socialistes, partis démocrates chrétiens, partis libéraux de France, d'Allemagne de l'Ouest, de Hollande, de Belgique, d'Italie, de Luxembourg — et surtout grandes Centrales syndicales de l'Europe entière, à l'exception des syndicats communistes ou communistes. Pour la France, Force Ouvrière et Syndicats chrétiens ont donné leur accord.

* *

C'est donc une grande force qui vient de se constituer. Le Comité pour les Etats-Unis d'Europe, dont la première réunion a eu lieu en novembre, permettra de ne pas laisser se détériorer l'idée-force d'une Europe rétablie dans son unité. Certes les constructions économiques, pas plus que les juridiques, ne suffiront à réaliser le grand projet duquel dépend sans doute le destin du vieux Continent. Mais sans de tels matériaux à pied d'œuvre la volonté seule serait impuissante.

HENRI BRUGMANS,

Chevalier de la Légion d'Honneur

Le 10 octobre dernier, la Croix de Chevalier de la Légion d'Honneur a été remise à M. Henri Brugmans, Recteur du Collège d'Europe à Bruges.

Le « Bulletin Européen » adresse à cette occasion au grand érudit, à l'euro-péiste convaincu qui voulut bien, l'un des premiers, l'honorer de sa haute collaboration, ses félicitations les plus sincères et chaleureuses.

Nous tenons à ajouter que si ces félicitations sont un peu tardives, c'est que nous voulions obtenir, entre temps, de la part du Professeur Brugmans, quelques précisions sur l'oeuvre féconde qu'il a entreprise à Bruges avec tant de compétence et de ferveur.

Interrogé par nous à ce propos, le Professeur nous a répondu avec une modestie que nous nous permettons de trahir puisqu'elle est plus éloquente que tous les éloges: « Je préfère que vous parliez plus de notre Collège que de moi même. Je dois vous avouer que je me sens fort embarrassé lorsqu'on veut me louer... J'ai reçu cette distinction avec la conscience qu'elle reconnaissait l'oeuvre européenne plus que mon activité, qui est si petite devant les tâches qui sont devant nous »...



Le Collège de Bruges

En 1950, le Professeur Brugmans écrivait dans le « Bulletin Européen » du 15 juin: « Au Collège d'Europe on ne fera en aucune sorte de nationalisme européen... et c'est par cet antinationalisme que nous allons fournir notre contribution aux libertés européennes qui sont notre sujet... L'Europe, à Bruges, sera une symbiose une symbiose de ceux qui savent que l'Europe naîtra du respect pour la diversité, de la multiplicité qui fait la joie, la richesse et la mission même de la culture européenne, mais qui aussi acceptent la confrontation ininterrompue de toutes les nations comme de toutes les doctrines. Si l'Europe est quelque chose, elle est l'incarnation d'un idéal de justice, de liberté et de tolérance, non pas d'une tolérance au sens du XVII^e siècle et qui serait de l'indifférence aux problèmes fondamentaux qui se trouvent à la base de la vie humaine — mais d'une tolérance qui serait la compréhension active des Européens entre eux.



HENRI BRUGMANS

Chesterton a dit que la démocratie ne fonctionne que sur la base d'une foi commune. « Pour discuter il faut être d'accord ». Eh bien si je cherchais une idée centrale pour l'œuvre de Bruges j'en trouverais deux: d'une part du « savoir-vaincre », c'est-à-dire du savoir mis au service d'une volonté. D'autre part, la notion « sans tabou », car c'est là que nous trouvons définie notre méthode de la liberté, toujours à regagner. En effet, elle n'est jamais définitivement acquise cette liberté. Sans cesse, elle reste à conquérir sur nous-mêmes, sur notre égoïsme et sur nos paresseuses séculaires dont nous portons le poids et qui menacent la création d'une Europe, que nous voulons non seulement unie, mais nouvelle ».

* * *

Depuis le 12 octobre 1949, date de sa fondation, au Collège d'Europe de Bruges, 40 jeunes gens reçoivent chaque année l'enseignement de quelques uns des meilleurs professeurs du monde entier, éperonnés dans leur labeur par les deux plus nobles et plus féconds stimulants que l'esprit connaisse: l'amour de la liberté et le désir de créer.

Et nous ne doutons pas que le Collège d'Europe soit un des foyers d'où sortent quelques uns des meilleurs de ceux qui créeront l'Europe nouvelle.

♦ F. A. D. ♦

Programme 1956 - 1957

La Conférence a adopté le 25 novembre le programme de travail de l'Organisation pour 1956 et 1957. Les projets élaborés font montre d'un optimisme prudent quant aux améliorations enregistrées depuis la fin de la seconde guerre mondiale, et mettent en lumière les efforts qui restent à faire pour améliorer les niveaux alimentaires dans le monde.

Après les débats des comités techniques qui se sont prolongés pendant plus d'une semaine la Conférence réunie en commission plénière a adopté un programme de travail qui constituera on l'espère, une arme puissante pour l'Organisation dans sa lutte pour l'augmentation de la production et le développement des pays sous-développés.

Après examen détaillé des programmes par divers comités et après que le Directeur général, M. P. V. Cardon eut proposé d'importantes réductions budgétaires, le budget final a été fixé à 6.600.000 dollars pour 1956 et 6.800.000 dollars pour 1957. Le programme de travail provisoire pour 1956-1957, soumis par le Directeur-général a été amputé d'un projet nouveau et la mise en œuvre d'autres projets a dû être retardée.

Le nouveau programme de travail met l'accent sur la nécessité d'une augmentation de la consommation et d'une amélioration de la nutrition pour résoudre le problème des pénuries alimentaires dans certaines régions et des excédents agricoles dans d'autres. Il souligne le besoin d'améliorer la distribution des produits agricoles, tout en faisant baisser les prix à la consommation. Le programme en-

Sur le plan international, la FAO examinera les divers systèmes de soutien des prix dans les différents pays, afin que la production s'adapte mieux aux modifications de la demande. Elle examinera également les ef-

forts, internationaux des politiques commerciales nationales. Elle entreprendra en outre l'étude des ressources agricoles mondiales en fonction des possibilités de production et des besoins des pays membres.

La Conférence a approuvé les lignes générales de développement du Programme élargi d'assistance technique auquel la FAO participe depuis cinq ans dans le cadre de l'aide technique fournie par les Nations Unies. Le budget d'assistance technique pour l'année prochaine atteindra 8.000.000 dollars qui seront consacrés à l'envoi d'experts en mission dans les pays membres à la demande des gouvernements.

La Conférence a approuvé un certain nombre d'activités nouvelles: rassemblement et distribution d'informations concernant l'utilisation pacifique de l'énergie atomique dans l'agriculture, participation plus active au programme d'éducation de base de l'UNESCO, consultations diverses en matière de réforme des structures agraires avec les Nations Unies et d'autres organismes, missions d'études en collaboration avec la Banque internationale pour la Reconstruction et le développement, utilisation rationnelle des ressources vivantes des mers, élargissement des programmes de bourses d'études pour les techniciens des pays qui éprouvent le besoin de formations plus poussées, activité accrue et coopération plus intense avec le FISE afin de donner plus de lait, d'améliorer l'alimentation des enfants, et enfin, efforts intenses encore pour activer le développement des économies nationales, notamment par des conférences régionales.

Au cours de la dernière journée des travaux de la Conférence, sur proposition du Gouvernement Français, la Tunisie a été élue comme 72ème état membre de l'Organisation.

En cette fin d'année 1955, à l'aube de 1956, le "Bulletin Européen" fait le bilan de sa modeste mais tenace activité. Depuis le jour de sa fondation, en 1950, notre revue n'a pas cessé de lutter pour la liberté de tous les peuples d'Europe et pour leur union.

Les années ont passé, chacune apportant quelque rayon d'espoir nouveau et, en cette période où l'humanité tout entière, penchée sur un berceau, retrouve un peu d'amour et de foi, il nous plaît d'imposer silence aux doutes et aux craintes et d'exprimer notre indestructible croyance : l'Europe sera.

Nous n'oublions pas que, dans l'accomplissement de notre tâche, nous avons été aidés et reconfortés par d'inappréciables témoignages de bienveillance : à ceux qui nous les ont donnés vont nos remerciements et nos vœux pour la réalisation de cet idéal qu'ils partagent avec nous.

Bulletin Européen





LA JEUNESSE ET L'IDEE EUROPEENNE

par

PIERRE FRIEDEN, Ministre de l'Education nationale
du Grand Duché de Luxembourg

Un penseur français a distingué dans le cours de l'évolution humaine des périodes et des époques. Pendant les périodes tout semble réglé, un certain ordre est établi, consacré les hommes défendent cet ordre, ordre juridique, ordre social, ordre moral, ordre international. La vie va son train sans trop de heurts comme un fleuve qui roule et déroule ses flots, endigué par ses berges. L'ordre semble régner sur les hommes et sur les choses.

Mais un jour les hommes croient découvrir que cet ordre est un désordre, faussé dans son principe. Ils conçoivent un principe nouveau, une idée nouvelle, un ordre juridique, social ou international nouveau et le proposent et l'opposent, en font un cri d'alarme et un appel et les esprits s'émeuvent, se divisent, les cœurs s'échauffent d'amour ou de haine, un émoi traverse la société, une fièvre la saisit, une agitation parcourt le corps social comme l'annonce des grands événements. Une époque commence.

**Tout réclame un ordre
nouveau . . .**

Il nous semble qu'une période vient de se clore et que nous sommes entrés dans une époque. L'ordre des choses humaines, l'ordre séculaire qui régissait la vie des peuples est profondément troublé, les rouages institutionnels, l'engrenage de la vie économique est débrayé ou grince et les choses elle-mêmes, les institutions, les faits s'accordent mal, se disjoignent, se heurtent, se gênent, tout réclame un ordre nouveau, un nouveau principe, une nouvelle idée. Les peuples pendant plus d'un siècle ont vécu sur le principe de l'Etat, du droit et de l'économie nationale. Ce principe manifestement ne suffit plus, il contrarie et paralyse.

Un principe nouveau, une idée

nouvelle surgit, celle de superposer à cet ordre national un ordre supranational, au moins pour les pays d'Europe.

Les faits ont dépassé les institutions; et la vie dans presque toutes ses formes déborde les rives et les cadres. Nos relations entre peuples ont été complètement remises en question par deux guerres mondiales dont chacune a été une catastrophe et dont la prochaine serait la ruine définitive de notre civilisation. La vie économique et le progrès technique ne peuvent plus se contenir dans les formes et les cadres d'un ordre national. La vie intellectuelle depuis longtemps évolue sur le plan international. Tout doit être engagé à nouveau, non pas supprimé, mais ordonné d'après un autre principe que nous appelons l'ordre européen. Beaucoup de contemporains hésitent encore et restent rivés à l'ordre ancien.

Vous avez choisi l'Europe . . .

Vous, vous avez choisi l'Europe, et comme vous êtes jeunes et francs de tout fardeau d'expérience, vous vous impatientez, vous déplorez et condamnez les lenteurs et retards que mettent vos aînés qui ont fait la même option que vous. Vous montrez de l'humeur quand nous vous conseillons la patience, quand nous vous rappelons le lent classique qui est le rythme des institutions faites pour durer. Vous êtes fatigués d'entendre ce refrain, vous voudriez mettre la main à l'essieu et pousser la roue de l'histoire, enlisée dans les sables ou les vieilles ornières. Vous en avez assez de théories et de ré-

ves, vous voudriez agir; or votre action ne s'embraye par dans le vaste et subtil engrenage de l'action politique.

**. . . que votre dynamisme
secoue l'inertie !**

Et cependant, il n'est peut-être pas inutile que vos jeunes élans, votre impétuosité battent contre la muraille de la prudence, de l'expérience et du scepticisme; il est bon, il est nécessaire que votre dynamisme secoue l'inertie, que le mobilisme des uns s'oppose à l'immobilisme des autres. Le rythme de la vie est fait de ces flux et reflux, de ces remous et de ces tourbillons.

**L'Europe doit être une
nation**

Mais surtout, il est un domaine où votre action pourra se déclencher et se développer à son aise et en toute liberté. Car quand même les institutions européennes seraient réalisées, quand même ce Parlement européen serait élu et le Gouvernement constitué, l'essentiel ne serait pas fait. L'Europe que nous voulons faire ne doit pas être une organisation pareille à celle de la S.D.N., pareille à celle des Nations Unies. L'Europe doit être une nation et comme toute nation elle doit avoir une âme, c'est-à-dire qu'elle suppose une mentalité, un état d'esprit, une sensibilité et une volonté dans les individus, dans les Européens. Avant de réaliser l'Europe dans les institutions il faut la réaliser dans l'esprit. Et quand elle sera

réalisée dans les institutions, il faut la soutenir encore, la vivifier par l'esprit et le cœur des Européens.

Il faut faire de soi un Européen

Si l'on veut créer sérieusement l'Europe, il faut commencer par soi-même, faire de soi un Européen. Et bien, voilà le premier travail qui vous attend. Penser l'Europe, connaître et comprendre l'idée européenne, l'idéologie européenne, le système de valeurs européennes, se préparer à vivre en Européens, à consentir éventuellement les sacrifices sans lesquels rien de grand ne se fera jamais dans la vie humaine.

L'idée européenne n'exclut pas l'idée de patrie; l'amour de l'Europe, le patriotisme européen ne supprime pas l'autre: je dirai même que le patriotisme bien entendu conduit à l'Europe qui sera une des conditions de la vitalité et de la pérennité des nations.

Vouloir l'Europe ce n'est pas renoncer à sa patrie...

Vouloir l'Europe, ce n'est pas renoncer à sa patrie c'est plutôt affirmer son existence, assurer ses fondements, c'est mieux la défendre.

Nous appliquerons encore une fois la formule de la sagesse humaine qui n'est pas « l'un ou l'autre », mais « l'un et l'autre » synthèse et non pas exclusion.

Avouons que nous sommes loin d'avoir atteint le niveau européen. C'est le rôle de notre éducation, de notre presse et de notre mouvement des jeunes d'ériger dans les âmes la statue de l'Europe, disons d'inscrire l'Europe sur le granit de notre volonté, de mettre sur nos barques le pavillon européen.

Il faut encore habituer nos esprits au principe des contraires, car les nations qui constitueront l'Europe, sont diverses, extrêmement différenciée par la langue, par leur tradition, leurs mœurs, leur caractère et aussi, hélas! par leurs intérêts.

... c'est réaliser une synthèse de contraires

Faire l'Europe, c'est réaliser une synthèse des contraires, c'est réaliser une unité dans la diversité et dans l'opposition.

Il y a donc une tâche immédiate et permanente qui appelle nos efforts et les vôtres, qui est de créer un état d'esprit européen et de faire en sorte que l'Europe existe dans les esprits avant même d'exister par les institutions. C'est de faire en sorte que même devenue institution politique, juridique et économique, l'Europe soit vivifiée constamment, animée par un esprit, en un mot qu'il y ait de vrais Européens dans une vraie Europe. Les institutions politiques ne doivent pas être de simples institutions, mais des organismes. La France ne sera plus rien s'il n'y a plus de Français, la Suisse ne serait rien sans esprit suisse.

L'Europe sera faite d'Européens ou elle ne sera pas

L'Europe sera faite d'Européens ou elle ne sera pas. La SDN n'a pas vécu parce qu'elle n'était qu'une organisation.

Il y a deux sources de la vie politique tout comme de la vie morale et de la vie religieuse. L'une dérive de la pression des faits et de l'organisation institutionnelle des lois et des conventions. L'autre dérive du cœur des hommes, de leur pensée, de leur imagination, de leur sensibilité et de leur volonté. Les bâtisseurs de l'Europe le savent et le disent, c'est pour cette raison qu'ils ont les yeux tournés vers vous, les jeunes. C'est parmi vos rangs que nous devinons et cherchons la seconde source de l'Europe future, c'est-à-dire la foi, l'enthousiasme, la générosité, l'audace, cette puissance de rêve ou de création sans lesquelles rien ne se soutient à la longue, même dans l'ordre politique. Si nous voulons conserver dans un monde glacé de doute et de calcul égoïste, l'étincelle de vie, les forces vives d'où sortent les nouveaux printemps, c'est à la jeunesse que nous nous adressons en premier lieu, car elle est le réservoir des grandes espérances. Je crois en l'Europe, parce que je crois en la jeunesse. Quant aux hommes d'Etat, je crois en eux pour autant qu'ils portent, selon le vœu de Talleyrand, une part d'avenir européen dans leur cœur.

Dans une lettre adressée au « Bulletin Européen », M. Pierre Frieden, ministre de l'Éducation Nationale du Luxembourg, a dit: « Je pense qu'il faut tendre vers l'Union plutôt que vers la seule Alliance! L'union est enracinée dans les âmes, les alliances dans les parchemins des chancelleries ».

PAS DE "DETENTE" DANS LES PAYS ASSERVIS

Nous publions ci-dessous des extraits d'une lettre adressée par Mgr. Bela Varga, Président du Conseil National Hongrois, à la Commission de l'Europe Centrale et Orientale. Elle attire l'attention des destinataires sur les méthodes de persécution et la tyrannie du régime de police en Hongrie, au moment même où la propagande soviétique s'efforçait — disait-elle — de relâcher la tension internationale et invoquait la « coexistence » pacifique entre tous les peuples du monde. A. G.

Sur la base d'informations authentiques, tirées de rapports et de publications hongroises officielles, je considère comme mon devoir d'attirer votre attention sur le fait tragique que pendant l'année 1955, en particulier depuis la fin de la Conférence de Genève, le terrorisme, la persécution et l'exploitation du peuple hongrois par ses dirigeants communistes, sont allés de mal en pis. Tandis que la Conférence de Genève semble avoir provoqué un relâchement de la tension entre l'Est et l'Ouest, en Hongrie la situation est devenue désespérée.

Le « nouvel esprit conciliateur » de Genève n'est pas appliqué dans l'orbite des nations européennes captives. Après la mort de Staline, au début de 1955 Matyas Raosi, revint au pouvoir en Hongrie. Il balaya rapidement les réformes de son prédécesseur, Imre Nagy et introduisit à nouveau, pendant que la Conférence de Genève était encore en cours, les pires méthodes du terrorisme stalinien et du colonialisme soviétique.

Voici l'exposé indéniable des faits.

1) Sur la base d'un décret daté 2 juin 1955, le Gouvernement Communiste de Hongrie a repris sur une large échelle l'expulsion d'individus et de familles entières, hors de Budapest et de plusieurs villes hongroises. Sans aucune enquête, ni jugement de tribunal, des centaines de familles ont reçu l'ordre de quitter Budapest sur une courte notification faite par la police.

2) Des procès d'« Espions américains » ont eu leur épilogue quelques jours seulement

après la Conférence de Genève. Dans un de ces procès, deux des accusés hongrois Sandor Szilard et Laszlo Gazdag ont été condamnés à mort par un tribunal militaire sans avoir le droit de disposer de l'assistance d'un avocat de la défense, ni de citer des témoins. Tous deux ont été exécutés quatre heures après le procès. Quatre autres membres de la soi-disant organisation d'espionnage ont été condamnés à l'emprisonnement à vie et une douzaine d'autres victimes à 10 et 15 ans de prison. En juin et juillet, un grand nombre de sentences impitoyables ont été prononcées, en particulier contre des paysans.

3) Le 18 juin 1955, le Praesidium du Gouvernement Communiste publia un décret qui métamorphosait en crimes un certain nombre de légers délits. Par exemple, toute personne ayant été formellement expulsée, qui revenait à Budapest sans autorisation pouvait être à un an de prison ou davantage. Des personnes ayant participé à une réunion « bruyante » encouraient la même peine. Le mot « bruyant » restait soumis à l'interprétation de la police.

4) La collectivisation forcée des petites fermes encore existantes en Hongrie était aussi reprise sur une large échelle après la Conférence de Genève. Les méthodes de terrorisme et l'oppression gouvernementale devenaient ce qu'elles avaient été durant les dernières années du régime de Staline. Ces petites fermes de paysans couvrent souvent moins de 10 ha. et sont à l'heure actuelle absorbées par les Kolkozos. Le paysan indé-

pendant qui refuse de devenir un instrument docile du régime communiste est liquidé sans pitié.

5) Les forces armées hongroises ont été accrues bien au delà des limites acceptées par le Gouvernement Hongrois au Traité de Paix (Art. 12) et le régime actuel entretient des forces armées de loin très supérieures à celles qui aient jamais existé en temps de paix sur le territoire hongrois. Néanmoins l'entretien des forces armées continue à dépasser largement les possibilités économiques et financières du Pays. Le ressentiment populaire contre ces mesures tendant à de futures agressions contre le monde libre est réprimé par l'occupation continue de la Hongrie. Le 13 août 1955, le Gouvernement Roumain annonça que les forces armées soviétiques continueraient à rester là après leur évacuation d'Autriche.

6) De graves conséquences sont résultées pour les travailleurs hongrois et l'économie du Pays en général de l'établissement du Comité Communiste Politique Consultatif à la Conférence de Varsovie (11-14 Mai 1955). Cette nouvelle association englobe également, entre autre, la Chine rouge. Un des principaux objectifs de cette coordination est d'amener la production industrielle de l'Europe de l'Est à aider l'Union Soviétique à réaliser le projet d'industrialisation communiste chinoise. En conséquence, les économies des nations captives doivent être exploitées au maximum.

...Ce n'est pas la première fois dans l'histoire des Soviets que, par nécessité, ils invoquent la coopération avec le monde libre, sans perdre de vue leur but final: la domination du monde entier. Mais pour le peuple hongrois il est douloureux de voir le monde occidental se réjouir de l'amélioration inattendue des relations internationales, alors qu'il est lui-même assujéti à la plus cruelle des tyrannies et à une véritable exploitation coloniale...

LUDOVIC E. CLOQUETTE

Nationalismes et objectifs contemporains

Le « non » des Sarrois, prononcé, ainsi qu'on le sait, plus « pour l'Allemagne » que « contre l'Europe », mais qui, en fait, aboutit au rejet du statut européen de la Sarre, n'a pas porté un coup mortel à l'idée de l'union européenne — comme des gens, trop pressés dans l'établissement de leur jugement, l'ont laissé entendre au lendemain du referendum. Le « non » des Sarrois ne donne pas un coup mortel à l'union européenne, mais il ne hâte certainement pas la réalisation de celle-ci.

La renaissance du nationalisme allemand (le referendum a fourni « une preuve éclatante du caractère absolument allemand de la Sarre » a-t-on écrit officiellement à Bonn) que le referendum sarrois a révélé et cela dix ans à peine après une guerre effroyable qui en avait apparemment sonné le glas, n'est certainement pas un facteur nouveau susceptible de faire pencher la balance du côté de l'accélération de l'union européenne.

Ceci ne constitue évidemment pas une évolution dont nous pouvons, nous Belges par exemple, nous réjouir. D'autant moins qu'en raison de ce vote, le problème des relations franco-allemandes se posera plus sérieusement, car le problème des relations franco-allemandes reste la base essentielle du problème européen.

Réapparition d'un nationalisme singulièrement profond en plein centre de l'Europe; vagues nationalistes se manifestant plus ou moins sérieusement dans plusieurs autres endroits du vieux monde: les leçons de l'Histoire n'apprennent décidément rien aux peuples; malgré toutes les catastrophes, ils continuent à vouloir s'entre-déchirer et se détruire, au lieu d'essayer de construire dans une entente consciente des réalités. En fait, tout

existe pour construire, mais on ne veut pas s'entendre pour le faire; ici, ce sont des intérêts immédiats et à courte vue qui entravent l'édification d'un monde mieux équilibré; là, ce sont des vagues sentimentales, passionnées, exploitées habilement par une poignée d'illuminés qui empêchent toute réalisation d'un monde meilleur à la dimension de moyens dont l'existence est cependant notoirement connue.

« ...J'ai peur du jugement que porteront, sur notre génération, nos petits neveux, quand ils étudieront l'histoire de notre époque; je tremble en pensant à leur conclusion quand ils compareront nos « réalisations » avec les possibilités qui étaient à notre portée » écrivait dans la livraison de juin de la revue « Associations Internationales » (Bruxelles) le baron Marcel van Zeeland, premier directeur de la Banque des Réglements Internationaux à Bâle.

« Parce que, disait-il, rarement moyens d'une puissance telle s'étaient trouvés à la disposition des hommes pour construire un monde libre, équilibré et riche; mais à la condition de s'entendre sur une répartition — tant sociale que géographique — plus ou moins équitable des « chances »; répartition

qui s'avère, en même temps, la solution des crises tant de « pléthore » d'un côté que de « manque » de l'autre ».

A la dimension de l'univers — dont chaque jour qui passe nous fait entrevoir un peu plus l'infinie étendue — le globe qui s'appelle « Terre » n'est pas grand. Et sur cette terre, la petite presqu'île d'Asie qu'est l'Europe n'est guère grande non plus. Lorsque l'on considère les guerres qui ne cessent de déchirer ce bout de terrain qu'est l'Europe, on arrive rapidement, écrit le Baron van Zeeland, à la conclusion du caractère « fratricide » de conflits qui opposent les masses nourries, au fond, du même lait de civilisation commune et dont les économies s'avèrent fondamentalement « complémentaires »; divisées qu'elles sont, presque uniquement par des théories d'un nationalisme aussi récent que fragile pour qui a devant les yeux l'origine racique des populations européennes ».

Ainsi que l'ajoute l'auteur de ces remarques, sévères, mais combien vraies, hélas, à la réflexion, « la conclusion n'est pas différente quand on évoque le résultat effectif des derniers conflits à l'échelle européenne. Chaque fois le plus clair en a été une étape de recul de la position de l'Europe dans le monde... ».

« Faire l'Europe » devient de plus en plus ardu, de plus en plus délicat, à mesure que la position de notre continent dans le monde tend à reculer de la sorte, à la fois sur les plans économique et spirituel. Et c'est précisément pour l'empêcher de « démissionner » davantage de ses bases traditionnelles qui ont fait ce qu'elle fut qu'il faudrait « la faire ». Cercle vicieux! L'Europe ne se fera pas sans abandon de souverainetés nationales, personne n'en doute. Cependant,



n'est-ce pas déjà du plus pur nationalisme que de refuser, en principe, de tels abandons — que l'on ne demande pourtant que dans un but commun lequel s'avère chaque jour plus sacré? Bien sûr que les générations futures ne nous comprendront pas!

La constatation du caractère fondamentalement complémentaire des diverses économies du monde, avec les nécessités que ce caractère implique à savoir: pour l'Europe la nécessité stratégique de s'assurer un contact par le Nord-Africain, avec les sources de matières premières du reste de l'Afrique et, pour l'Afrique, la nécessité économique d'avoir des apports d'hommes et de matériel technique européen, amène le baron van Zeeland à souligner dans l'article susdit la formule qui pourrait consacrer l'arrêt des « abandons » de l'Europe et la construction d'un groupe homogène. C'est l'« union d'une Europe axée sur son complémentaire indispensable africain — union qui respecterait le kaléidoscope des civilisations européennes traditionnelles — union qui, enfin, « dépolitiserait » les frontières au préalable ouvertes économiquement par des alliances douanières ».

Vue ainsi l'Europe peut être quelque chose, quelque chose d'autre qu'une fiction. Entre l'Amérique et ses masses de capitaux et l'Asie et ses masses humaines, l'Europe apparaîtrait comme constituant un tout réel avec ses mérites et avantages traditionnels, c'est-à-dire: la qualité, matérielle et spirituelle; l'invention; le don de l'organisation équilibrée et le bénéfice d'une position géographique qui — comme le rappelle fort bien Marcel van Zeeland — « si elle expose militairement l'Europe, la favorise par contre du point de vue des échanges, placée qu'elle est au carrefour des grands courants économiques entre l'Amérique, d'une part et d'autre part, l'accès terrestre de l'immensité asiatique ».

* * *

Le monde occidental désire la réunification de l'Allemagne. C'est peut être un danger de réu-

nifier l'Allemagne, mais il y a sans doute un danger plus grand encore à ne pas le faire. « Le monde germanique, dit encore le baron van Zeeland, est un « pont » entre les latins et les slaves; ces derniers sont, à leur tour « pont » avec le monde tatarisé; lequel sert d'élément de liaison avec l'Univers chinois et ainsi de suite ».

A la condition que l'on ne s'obstine pas à penser et à agir comme si les civilisations, subitement, changeaient de visage entre les dix mètres qui séparent les frontières politiques établies au hasard de l'histoire des conflits, on voit fort bien ces divers « ponts » jetés entre des civilisations complémentaires, comme on se rend parfaitement compte de l'importance que pourrait avoir le « pont Europe-Afrique » entre les Amériques d'une part et le monde asiatique de l'autre. Idées séduisantes, s'il en fût. Idées constructives, en tout cas...

Elles nous font penser à une réflexion du Révérend John Hayes, un doux géant de 63 ans, professeur d'anglais à l'Ecole normale nationale chinoise de Kouei-Yang et doyen des professeurs américains résidant en Chine. Cette réflexion — faite au début de 1952 — a trait à quelque chose qui est plutôt en dehors de l'Europe, mais qui n'en a pas moins une grande valeur pour la sauvegarde de la paix en général et par conséquent pour celle de l'Europe en particulier. « La Chine — disait-il à la fin d'un « lavage de cerveau » qui lui avait été infligé pendant trois mois par des juges du gouvernement communiste chinois — la Chine, disait-il, ne doit s'incliner devant personne. Le peuple chinois possède des aptitudes illimitées au bien. Voici — disait-il à un aéroport dont cinq des membres furent fusillés pour l'avoir écouté — voici ce que j'aimerais vous voir faire, puisque vous me demandez mon avis: enseignez aux Russes votre courtoisie, initiez-les à la civilisation, et puis servez « de pont » entre l'Orient et l'Occident... ».

COMITE INTERNATIONAL POUR L'UNITE ET L'UNIVERSALITE DE LA CULTURE

Dans la grande salle de l'historique Bibliothèque Vallicelliana, le Comité International pour l'unité et l'universalité de la culture a inauguré solennellement la nouvelle année académique, en présence de S. Em. le cardinal Costantini et de nombreuses personnalités diplomatiques de diverses Nations. L'Ambassadeur d'Amérique, le Ministre Andreotti, M. Natoli, sous-secrétaire à la Présidence du Conseil, M. Pella et plusieurs autres parlementaires, empêchés d'assister à l'inauguration avaient envoyé de chaleureux messages, de même que les nouveaux adhérents S. Exc. M. Giuseppe Brusasca et M. Salvatore Rebecchini, maire de Rome.

Ont pris la parole, au milieu de vifs applaudissements, M. Alexandre Argyropoulos, ambassadeur de Grèce et le Professeur Luigi Fantappiè, de l'Académie dei Lincei. M. Eugenio Coloschi a donné lecture de l'ordre du jour approuvé par acclamation et où le Comité, affirme qu'il est surtout souhaitable de voir la réalisation d'une Fondation de caractère universel, dédiée au grand poète italien.

Le discours officiel a été prononcé par l'Ambassadeur du Canada, M. Pierre Dupuy qui, au milieu de la vive attention de son auditoire, a fait un examen approfondi de l'action et des devoirs des intellectuels dans le monde moderne et a conclu en affirmant que, bien loin de rester à l'écart, dans leur tour d'ivoire, comme jadis, ceux-ci doivent étudier et faire comprendre activement, avec un clair sentiment du réel et du concret, les problèmes fondamentaux de la culture en se rapprochant plus particulièrement de la jeunesse pour l'orienter vers les grandes tâches qui l'attendent dans un avenir prochain. L'orateur a conclu, au milieu des approbations unanimes, en affirmant que dans la lutte en cours entre l'esprit et la matière, qui caractérise notre temps, l'Italie et Rome ont une tâche essentielle.

L'AMERIQUE ET L'ATOME

Au moment où il se confirme — après la visite que M. John Foster Dulles a fait en Europe, à la mi-décembre aux hommes politiques des divers Pays qui projettent la formation d'un « pool » atomique — que les Etats-Unis sont prêts à soutenir l'«Euratom» si celui-ci comporte un pouvoir supranational, il nous a paru intéressant de publier les extraits d'un discours prononcé récemment à Rome par M. Harold Stassen, au sujet de l'énergie atomique.

Au cours des conversations qu'il a eues avec MM. Jean Monnet, Paul-Henri Spaak et Heinrich von Brentano, le secrétaire américain Dulles s'est particulièrement intéressé en ce qui concerne la «relance européenne», au projet de pool atomique européen, l'Euratom. Il aurait notamment donné l'assurance à M. Monnet qui lui avait exposé les objectifs de son « comité d'action » en faveur de l'union européenne, que

les Etats-Unis étaient prêts à fournir des renseignements techniques et des matériaux à l'Euratom en projet pourvu toutefois que cette organisation soit soumise à une autorité supranationale habilitée à prendre des décisions et à veiller à leur application.

L'attitude américaine serait fondée sur le fait que le fonctionnement d'une centrale atomique à usage industriel entraîne la formation de dérivés, tels que le plutonium, qui ont également des utilisations militaires, et que la France s'opposerait certainement à ce que de tels matériaux se trouvent exclusivement entre les mains des Allemands.

M. Dulles aurait cité le précédent du projet de loi connu sous le nom d'amendement Richards, pour montrer qu'il serait très difficile, sinon impossible, d'obtenir du Congrès américain l'assouplissement de la législation sur l'énergie atomique au béné-

ficie de pays pris isolément. Ainsi l'amendement Richards, aujourd'hui périmé, aurait eu pour effet de couper l'aide militaire américaine aux pays ne participant pas à l'armée européenne.

En revanche, si les pays européens se mettaient d'accord sur un pool de l'énergie atomique, l'attitude américaine changerait. L'Euratom servirait à renforcer l'union européenne, que les Etats-Unis appuient, et une organisation supranationale pourrait exercer un contrôle efficace permettant d'éviter que des armes nucléaires ne soient fabriquées en secret, ce qui détruirait l'unité européenne.

C'est le 2 novembre, jour de l'inauguration du IXe cycle des Conférences du Centre Italien d'Etudes pour la Réconciliation Internationale que M. Harold Stassen a parlé de l'énergie atomique et de ce que l'Amérique a fait jusqu'ici à ce propos.

Un discours d'Harold Stassen

...Le nombre toujours croissant des applications pacifiques de la science nucléaire aura, dans les années à venir, une importance extraordinaire.

Nous sommes donc au seuil du progrès de l'humanité vers la réalisation des promesses pacifiques de l'atome. L'atome produira l'énergie électrique. Il permettra une nouvelle thérapeutique médicale. Il contribuera à l'activité des recherches dans d'innombrables domaines. Il facilitera la production. Il fera naître de nouvelles industries. Il offrira beaucoup de choses que personne encore n'a imaginées.

Les progrès atomiques ne pourront certes pas être enregistrés du jour au lendemain, mais ils se produiront sur un rythme de plus en plus rapide et accéléré. Des résultats importants seront déjà évidents dans les dix prochaines années.

Personne ne peut prévoir avec précision quelles seront les applications pratiques de l'énergie atomique.

L'emploi des radiations aura de multiples

aspects. Récemment, j'ai eu personnellement l'occasion d'observer un nouvel appareil portatif de rayons X qui utilise les radiations du thulium. C'est un appareil qu'on peut facilement soulever d'une main. Il n'a pas besoin d'être relié à aucune autre source d'énergie, car il est autonome. La source des rayons est une petite capsule de thulium radioactive d'un peu plus de 3 mm. de diamètre. Cette petite capsule fournira les rayons nécessaires à la radiographie pendant quatre mois sans avoir besoin d'être rechargée.

...En Italie on s'est désormais familiarisé avec les isotopes radioactif qui ont trouvé un large emploi... Les applications pacifiques de la science nucléaire sont déjà nombreuses, mais je crois qu'elles deviendront infinies.

Le développement d'un programme vaste, efficace et concret pour la réduction et la limitation mondiale des armements constitue en ce moment l'un des objectifs essentiels de la politique étrangère américaine.

En avril 1953, le Président Eisenhower fit

l'historique proposition où il affirmait que son gouvernement « était prêt à demander au peuple américain de s'unir avec toutes les nations pour utiliser une grande partie des économies réalisées avec le désarmement à des œuvres d'assistance et de reconstruction mondiale ». « Le but de cette grande œuvre — disait le Président — serait... d'aider tous les peuples à comprendre les bienfaits d'une liberté productive ».

C'était en avril 1953, un des moments les plus dramatiques de la lutte pour la réalisation d'un monde de paix.

En décembre de la même année, le Président proposa « L'atome au service de la paix », en tant que programme international à réaliser en collaboration pour le développement rapide des utilisations de paix de l'énergie atomique...

En novembre 1954 les Etats-Unis destinaient 100 kilos de matières fissiles au programme « L'atome au service de la paix ». En décembre dernier, l'Assemblée Générale des Nations Unies appuyait la proposition du Président pour la constitution rapide d'un organisme international de l'énergie atomique. Elle accepta également la proposition d'Eisenhower pour la convocation d'une conférence internationale sur les utilisations de l'énergie atomique. 84 nations participèrent à cette conférence qui eut lieu à Genève en août dernier.

En mai de cette année, les Etats-Unis ont commencé le premier cours destiné à des étudiants étrangers, sur l'utilisation des radio-isotopes.

Ces travaux sur l'utilisation de l'atome pour la paix sont accompagnés de l'étude incessante des possibilités de contrôle sur l'autre aspect de la question: le terrible pouvoir de destruction de l'atome.

A l'heure actuelle il est des éléments fondamentaux qui devraient être connus dans tous les Pays.

Toutes les grandes puissances, y compris les Etats-Unis et l'Union Soviétique, sont d'accord pour reconnaître qu'il n'est pas de méthodes d'inspection scientifique ou autre, sur lesquelles on puisse réellement compter pour déceler la présence d'armes ou de matériel nucléaire cachés, ou pour déterminer avec exactitude quel est le taux de la production nucléaire susceptible de servir à la fabrication des armements. On sait en outre que seules les reconnaissances et la photographie aériennes permettent d'inspecter de vastes territoires en vue de savoir exactement les possibilités qu'ils présentent au point de vue stratégique. Telles sont les constatations qui ont précédé l'autre initiative historique prise par le Président Eisenhower à Genève, le 21 juillet dernier.

Comme phase initiale, le Président proposait à l'Union soviétique un échange, avec les Etats-

Unis, de toutes les informations relatives aux installations militaires des deux Pays.

Ces informations auraient été contrôlées par des appareils non armés, qui auraient effectué des opérations de reconnaissance et des photos

Le Président Eisenhower a organisé en outre des travaux approfondis sur tous les aspects de l'ère atomique.

Ces travaux actuellement en cours, sont effectués par un groupe de personnes provenant de tous les organes gouvernementaux directement intéressés et par huit groupes spéciaux d'étude dont font partie les hommes les plus capables de notre Pays. Voici la liste des présidents de ces groupes:

- Dr. Ernest Lawrence, groupe nucléaire
- Dr. James Fisk, groupe communications
- Général Walter B. Smith, groupe armée
- Général James Doolittle, groupe aéronautique

- Amiral Oswald Colcough, groupe marine
- Mr. Benjamin Fairless, groupe sidérurgie
- Dr. Harold Moulton, groupe Trésor et finances

- Mr. Walter Cister, groupe énergie électrique et industrie.

Ces études qui englobent des faits historiques et des faits actuels, ont amené à formuler des principes importants.

Quand, par exemple il existe des tensions entre divers Pays, les conditions favorables à la guerre sont provoquées soit par une course incessante aux armements, soit par une faiblesse unilatérale provoquée par le désarmement d'un seul. Les leçons du passé nous enseignent que si ces conditions extrêmes sont évitées, les perspectives d'une paix durable sont plus nombreuses.

En outre, par le passé, une limitation des armements ou un accord pour leur réduction n'a contribué à assurer la paix que si elle s'accompagnait de systèmes efficaces de contrôle et d'inspection.

Au cours de l'histoire, les accords pour la limitation des armements ont presque toujours échoué. Il existe pourtant quelques exceptions dignes d'être mentionnées.

L'une d'elles est l'accord Rush-Bagot, entre la Grande-Bretagne et les Etats-Unis, conclu en 1817, peu après la guerre de 1812. Une autre encore le vieil accord conclu entre les Chinois, 600 ans av. J. C.

La question du désarmement est vraiment complexe et les Etats-Unis ne prétendent, ni ne pensent que des problèmes aussi vastes puissent être résolus au cours de brèves négociations... Mais, je citerai John Fuster Dulles: « Les Etats-Unis sont allés à Genève prêts à étudier avec patience et sincérité toutes les possibilités d'arriver à la solution pratique des problèmes ».

bulletin européen

TRIBUNE LIBRE DE L'EUROPEISME

R O M E

Fondé en 1950 par CONSTANTIN DRAGAN

ont collaboré...

Karl ARNOLD, A. BALLEYGUIER, G. W. de BALZAC, Edward BEDDINGTON BEHRENS, Julien BENDA, Lodovico BENVENUTI, Paul BONCOUR, Edouard BONNEFOUS, Hendrik BRUGMANS, Raoul BOSSY, Thomas W. BRADEN, Pietro CAMPILLI, René CASSIN, L. E. CLOQUETTE, Elma DANGERFIELD, Michel DEBRE, Dino DEL BO, Giorgio DEL VECCHIO, L. DURAND REVILLE, Constantin DRAGAN, Mircea ELIADE, G. van ESBROECK, W. N. EWER, Enrico FALCK, Raymond FRANKLIN, Pierre FRIEDEN, Grégoire GAFENCO, Enzo GIACCHERO, Amedeo GIANNINI, Guido GONELLA, W.A. 't HART, Stefano JACINI, Jerzy JANKOWSKI, Jacques KAYSER, Pierre de LANUX, Lars. J. LIND, Ivan Matteo LOMBARDO, C. LOVERA DI CASTIGLIONE, Eduard LUDWIG, Harold MACMILLAN, J. N. MANZATTI, Alberto MARINELLI, Pierre MENDES FRANCE, Umberto MONICO, Albert MOUSSET, Roland MUESSER, Pier Fausto PALUMBO, Giovanni PERSICO, John POMIAN, Lucien RADOUX, Paul RAMADIER, Gonzague de REYNOLD, Jules ROMAINS, Joseph de ROOVER, Rémy ROURE, A. G. SAMOY, Carlo SFORZA, André SIEGFRIED, Jacques TREMPONT, Pierre VINOT, Raymond WARNIER, Rivington R. WINANT, S.H.C. WOOLRICH.